

GUERRE D'ALGÉRIE

Les prisonniers des djounoud



Les prisonniers détenus sur le sol algérien ont vécu les conditions les plus dures. Incarcérés dans des cabanes camouflées au sein des forêts ou dans des grottes obscures, ils étaient contraints de suivre les djounoud au cours des ratissages, des marches épuisantes pour éviter l'encercllement, avec le risque d'être tués par les roquettes de l'aviation ou les balles françaises. Le plan Challe, appliqué successivement d'ouest en est, de février 1959 à avril 1961, a rendu ces conditions particulièrement difficiles. En effet, le général Challe créa des commandos de chasse qui sillonnaient nuit et jour le terrain et harcelaient ainsi en permanence les troupes de l'ALN.

Le vendredi 18 mai 1956, 6h30 du matin, une section du RIC, sous le commandement du sous-lieutenant Hervé Arthur, quitte le poste de Beni Amrane, une ancienne maison forestière située près des gorges de Palestro en Grande Kabylie. La patrouille doit parcourir la montagne pour une mission de reconnaissance et de contact, puis rentrer au poste en début d'après-midi. Elle est composée de jeunes soldats rappelés, récemment arrivés de France. Le coin a mauvaise réputation, mais les jeunes gens, oubliant le danger, se laissent fasciner par la beauté grandiose du paysage, par le ciel bleu sans nuages et la tiédeur de cette matinée de printemps.

A 9h30, en passant par le village de Ouled-Bou-Dabarane, Arthur s'assure les services d'un guide. Le crapahut reprend, le sous-lieutenant marche en tête, les hommes suivent colonne par un dix mètres de distance les uns des autres. Un peu avant-midi, ils s'engagent dans un col étroit surmonté par des rochers abrupts. Il mène au village d'Ouled Dejraah. Brutalement, la section est prise sous le feu d'une trentaine de fellaghas embusqués sur les crêtes. Ils sont commandés par un sergent déserteur, Ali Khodja. Les djounoud possèdent des armes automatiques, des fusils de guerre et des fusils de chasse. Rapidement, c'est l'hécatombe. Pierre Dumas dira : «Les balles sifflaient de tous côtés, devant, derrière, à droite, à gauche. Ils avaient des tireurs partout et leurs balles rataient rarement l'objectif.»

Le sous-lieutenant Arthur et le radio sont tués les premiers, puis c'est le tour du tireur au fusil-mitrailleur. Pierre Dumas prend sa place et commence à arroser les rochers derrière lesquels se cachent les hors-la-loi. En vain. Ses camarades tombent les uns après les autres. En peu de temps, il ne reste que cinq survivants : le sergent Choliot, atteint à la poitrine, le caporal-chef Arouseu blessé à la jambe, le soldat Caron blessé au bras, Pierre Dumas et David Millet, tous deux indemnes. Ils n'ont d'autre choix que de se rendre. Les fellaghas, dans l'ensemble très jeunes, se font menaçants.

Dumas dira plus tard qu'il doit la vie à l'autorité du chef qui, revolver au poing, a ordonné à ses hommes de ne pas toucher aux prisonniers. Les rebelles emmènent les

deux hommes valides, mais laissent les blessés sur place. En quittant le lieu de l'embuscade, Dumas voit arriver des civils menaçants venus de la mechta voisine : «J'ai vu une foule hurlante brandissant des couteaux, des haches et de grands fusils.» Le sort des blessés sera tragique : ils seront achevés et affreusement mutilés par les villageois.

A la première halte, les djounoud dépouillent Millet et Dumas de leurs papiers et de leur argent. Après deux heures de marche, le groupe fait la pause à l'ombre d'un bouquet d'arbres.

Les rebelles restent à discuter. Ils parlent arabe entre eux, mais s'adressent aux prisonniers en français. Les habitants d'une mechta viennent apporter de la nourriture. Elle est partagée entre djounoud et prisonniers. La progression reprend. Dans la soirée, le groupe atteint une grotte. Les fellaghas y font entrer Millet et Dumas. Pendant les quelques jours de leur détention, les prisonniers sont correctement traités, partagent la même nourriture que les rebelles, mais ils sont gardés en permanence par un homme armé d'un revolver et d'un fusil de guerre. Dumas est autorisé à écrire une lettre à sa fiancée. Ne voyant pas revenir la patrouille à l'heure prévue, le commandant du poste de Beni Amrane alerte le chef de bataillon qui se met aussitôt en route avec une compagnie. Aucune trace de la patrouille n'est décelée au cours de l'après-midi. A 20h, une expédition de recherche est montée. Elle comprend plus de mille cinq cents hommes, des hélicoptères et des avions. Le lendemain, au début de l'après-midi, on découvre quinze corps dépouillés de leurs vêtements et atrocement mutilés près du village d'Ouled Djerrah. Celui-ci a été abandonné par ses habitants. Le mercredi matin, plus de trois mille hommes sous les ordres du général Massu encerclent le djebel Bouzegza et toute la région environnante. Ce djebel culmine à 1 032 mètres, trente-huit kilomètres au sud d'Alger sur la route de Palestro. Sa silhouette tourmentée barre l'horizon vers la Kabylie. En effet, des renseignements indiquent que, dans les bois qui s'accrochent aux parties abruptes du djebel, des fellaghas viennent d'arriver et que, parmi eux, se trouvent les responsables de Palestro. Parachutistes, chasseurs et légionnaires sont en place à l'aube et commencent à ratisser le secteur. Vers dix heures, des éléments du premier régiment étranger parachutistes accrochent un groupe d'environ vingt



Photo > DR

hommes à deux cents mètres du sommet. Onze fellaghas sont abattus.

D'autres éléments de la région arrivent en renfort, et la pression se poursuit. Les soldats fouillent une à une les anfractuosités des rochers et les nombreuses grottes. Un béret vert découvre un fellagha dans une excavation. Une rafale tue l'homme. C'est le gardien des prisonniers. Dumas crie : «France... France...»

Je suis français, on est prisonniers...» Croyant à une ruse, un para envoie une deuxième rafale et, pour faire bonne mesure, une grenade. Dumas est atteint à la jambe. Ensuite, les paras le sortent de la grotte. Malheureusement, David Millet est retrouvé mort à côté du gardien.

Dumas est aussitôt transporté par hélicoptère à Alger à l'hôpital Maillot. Dumas a pu donner des détails sur cette embuscade au cours de son hospitalisation, puis en 1974 lors d'une interview pour le journal de la FNACA. Le massacre de ces rappelés suscita une grande émotion en Algérie et en France. Henri Dumas est décédé le 29 septembre 2002. En 1982, il a été fait chevalier de la Légion d'honneur et, peu de temps avant sa mort, nommé officier de l'ordre national du mérite.

Capture de Michel Risse et Claude Villette

Michel Risse et Claude Villette du 1er BTA (Bataillon de tirailleurs algériens) sont capturés au cours de l'embuscade du 12 août 1956, près de la petite localité de Bouskène.

Claude Villette est un gaillard grand et fort aux cheveux bruns et au visage hâlé, originaire d'Arceuil aux portes de Paris. Dans le civil, il est mécanicien en instruments de chirurgie. Il a vingt-deux mois de service. Michel Risse est un jeune homme longiligne au teint clair. Sa famille réside en Seine-et-Oise près d'Orly. Avant son incorporation, il exerçait la profession de céramiste. Il compte quinze mois de service. Ce 12 août, ils nomadisent avec une cinquantaine de leurs camarades dans la haute plaine de Beni Slimane, à quelque soixante kilomètres au sud d'Alger. Ce détachement du 1er BTA croise un fellah qui leur signale la présence toute proche d'une dizaine de rebelles. Les militaires se dirigent dans la direction indiquée et aperçoivent effectivement un petit groupe de fellaghas qui s'enfuit à leur approche. Les tirailleurs les poursuivent et sont ainsi entraînés dans un défilé étroit. Ils sont profondément engagés dans cette masse quand une centaine de djounoud embusqués dans les hauteurs déclenchent sur eux des tirs croisés d'armes automatiques. Le combat tourne vite au désavantage des Français. Vingt militaires sont tués, dont un capitaine et un lieutenant. Une quinzaine sont blessés.

Après avoir vainement tenté de résister, une dizaine de tirailleurs, dont Michel Risse et Claude Villette, sont isolés et cernés de toutes parts. Bientôt à court de munitions, ils se rendent. Les prisonniers sont attachés deux par deux, Risse avec Villette.





Ce dernier est légèrement blessé à la tête. Les moudjahidine les emmènent dans la montagne. Ils marchent à raison de cinq à huit heures par nuit, le jour ils sont logés et nourris dans des mechtas. Rapidement, ils sont séparés des quelques tirailleurs algériens capturés en même temps qu'eux. Au bout de dix nuits, ils arrivent dans une mechta où ils vont demeurer deux ou trois semaines. Ils sont gardés par des fellaghas armés de fusils de chasse. Ne connaissant pas le pays, il n'est pas question pour eux de s'évader. Villette se remet très vite de sa blessure. Mais Risse, démoralisé, perd complètement l'appétit. Il devient nerveux et irritable. Ses accès d'humeur font craindre à Villette des représailles. Il s'ingénie à le reconforter, à lui rendre courage, à le forcer à se nourrir. Les deux captifs changent souvent de mechta, en fonction des opérations militaires montées par les Français. Ils couchent sur des nattes et suivent le régime alimentaire des montagnards qui les hébergent : du cous-cous à base de semoule, pois chiches, parfois viande de mouton. Un jour, ils sont interrogés par un chef trapu qu'ils entendent appeler «colonel». Il s'agit probablement d'Amr Ouamrane, le responsable de la direction de l'armement et du ravitaillement de la wilaya IV. Cet officier leur demande leur région d'origine, leur profession, s'ils appartiennent à un parti politique, à un groupement sportif en France, s'ils sont engagés ou appelés du contingent... Ils rencontrent aussi à plusieurs reprises un commissaire politique du nom d'Abderahmane. Peu à peu, les prisonniers se familiarisent avec leurs gardiens qui les laissent se promener autour du gourbi où ils sont détenus. Mi-octobre, on leur annonce qu'ils vont être libérés. Mais un incident va tout remettre en question. Le 21 octobre, un DC4 de Royal Air Maroc décolle de Rabat avec à son bord des responsables du FLN, dont Ben Bella. L'appareil doit regagner Tunis. Sur renseignements des services secrets, le gouvernement français décide de détourner l'avion. Avec la complicité du commandant de bord et de l'équipage français, l'appareil atterrit à Alger.

Les services de sécurité n'ont plus qu'à cueillir les chefs du FLN

La libération de Risse et Villette est annulée. Le moral et la santé de Risse en sont à nouveau ébranlés. Cependant, aucune autre sorte de représailles n'est exercée à l'encontre des prisonniers. Enfin, deux mois plus tard, on leur annonce qu'ils vont être libérés à l'occasion des fêtes de Noël...

Escortés par leurs gardiens, ils marchent cinq nuits dans la montagne en dehors des pistes, parfois le long de sentiers de chèvres. Enfin, ils arrivent en vue d'une grande plaine, c'est la Mitidja... Les djounoud remettent aux jeunes gens un document signé du colonel Ouamrane et intitulé : «Décision n°216/IV. Libération de deux prisonniers français.» Il y est dit que le conseil de la wilaya IV a pris la décision de libérer Risse et Villette comme mesure de grâce et pour leur permettre de passer les fêtes de Noël dans leur famille et que cette décision a fait reconsidérer celle qui avait résulté de l'arrestation des chefs FLN capturés dans leur avion. Puis les djounoud leur indiquent le chemin de Fondouk. Ils arrivent dans cette localité le 20 décembre dans l'après-midi.

Les prisonniers de Grande Kabylie, août 1957-mai 1959

Une vingtaine de prisonniers militaires et civils capturés entre août 1957 et mai 1959 ont été regroupés dans les maquis de Grande Kabylie. Le premier capturé de

ce groupe est un soldat du 27e BCA, Raymond Koepfel, enlevé le 13 août 1957 dans les environs de Fort-National, petite ville située à vingt kilomètres à l'est de Tizi Ouzou. Suivent dix-sept militaires du 8e RSA, capturés le 4 février 1958 au cours de la prise du poste de la maison forestière d'El Homane, au nord-est de M'sila, dans le Constantinois. Ce poste était tenu par trente-trois hommes, dont deux gardes-forestiers. Ce jour-là, le soldat Bonnet est de garde avec un de ses camarades à la porte barbelée du poste. Il scrute depuis un peu plus d'une heure le dédale des pitons boisés, quand le maréchal des logis Zernoud, un militaire de carrière musulman, s'approche de lui : «Tu peux rentrer, je vais te remplacer.» Bonnet obéit sans discuter à son supérieur et regagne sa chambre. Un quart d'heure plus tard, un homme en treillis kaki s'approche du poste. Zernoud rassure le soldat resté de garde : «Je le connais, c'est un ami...» L'homme n'est plus qu'à quelques mètres. D'un geste brusque, le maréchal des logis désarme la sentinelle et l'immobilise, tandis que son complice bondit en avant et lui tranche la gorge. Aussitôt, une centaine de djounoud, tapis sous les couverts, se précipitent vers la porte grande ouverte et investissent le poste. Les spahis, pris par surprise, ne peuvent opposer de résistance. Deux sont pris, sept autres blessés. L'attaque n'a duré que quelques minutes. Les fellaghas se retirent après avoir mis le feu au matériel et aux automitrailleuses. Ils emmènent avec eux un officier, le lieutenant Olivier Dubos, et seize prisonniers. Parmi eux : Robert Bonnet, Pierre de Gaillande et Ingenio Deveza. Les captifs ont les mains liées derrière le dos et sont attachés les uns aux autres, quatre par quatre. Et ce sont les longues marches sur un terrain difficile. Les pieds s'enfoncent dans l'argile humide, butent contre les pierres, il faut franchir les oueds en sautant de caillou en caillou. Lorsqu'un homme tombe, il entraîne ses camarades dans sa chute. Les marches ont lieu principalement la nuit, par étape de quarante à cinquante kilomètres, parfois plus. Les bivouacs se font dans des grottes ou des mechtas.

Au bout de cinq jours, ils se retrouvent dans la forêt d'Akfadou, vaste étendue de chêne-liège et de pins d'Alep, au relief tourmenté, située en Grande Kabylie, à l'ouest de l'oued Soummam. Au cœur de cette forêt, les gardiens leur fixent une chaîne au poignet avec un cadenas et les poussent dans une cabane recouverte d'une bâche et camouflée par des banchages. Deux cabanes identiques se dressent à proximité pour leurs geôliers au nombre de trente environ. Quinze jours après leur arrivée, les prisonniers reçoivent la visite d'Amirouche, le chef de la Wilaya III, qui comprend la Petite et Grande Kabylie. A la fois admiré et craint par ses hommes. «Vous serez libérés, dit-il aux prisonniers, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, sinon il vous faudra attendre la fin de la guerre.»

La vie du camp s'organise. La nourriture est juste suffisante. Le matin, du café, parfois avec un petit morceau de galette de blé et d'orge cuite à l'huile d'olive. A midi, de la galette et du bouillon, le soir du cous-cous. Pour ces deux repas, les prisonniers sont répartis en deux équipes qui mangent dans le même plat, munis chacun d'une cuillère en bois. Ils plongent tous en cadence cet ustensile dans la nourriture. Gare à celui qui accélère le rythme, il se fait rappeler à l'ordre par les autres et ils s'ensuit parfois de violentes disputes. Les prisonniers couchent à même le sol sur des sacs de toile. L'eau leur est distribuée avec parcimonie, si bien qu'ils ne peuvent se laver tous les jours. Souvent, la toilette a lieu dans les oueds.

(A suivre)

Extraits choisis par M. B.

YVES SUDRY (ES. MILITAIRE FRANÇAIS EN ALGERIE)

«Reconnaissance à l'ALN» (1)

La Nouvelle République : Pourquoi avez-vous écrit cet ouvrage ?

Yves Sudry : Lors d'une réunion d'anciens de mon régiment, j'ai fait la connaissance d'un vétéran qui, à la suite d'une meurtrière embuscade en janvier 1958, a été fait prisonnier par l'ALN et incarcéré au Maroc avant d'être libéré un an plus tard.

Le récit de sa tragique odyssée m'a passionné. L'idée m'est alors venue d'interroger d'autres prisonniers. D'abord ceux de notre régiment capturés le même jour dont j'ai pu me procurer facilement les coordonnées.

J'ai ensuite élargi mon enquête grâce à une liste d'anciens prisonniers libérés ou évadés diffusée par la FNACA (Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie) auprès des présidents d'associations d'anciens d'AFN. En fait, d'après le général Faivre, cette liste aurait été établie par l'UNC (Union nationale des combattants) et celle diffusée par la FNACA serait incomplète. Polémique entre associations dans laquelle je n'entrerai pas. Toujours est-il, le général Faivre m'a reproché d'avoir utilisé un document incomplet. De son côté, le président de la FNACA m'a reproché d'avoir utilisé cette liste sans citer son association dans les remerciements...

Je pense que ces recueils de témoignages sont extrêmement précieux, sans eux, après la disparition de tous les acteurs de la tragédie, il ne restera plus que la sécheresse des archives et c'est là la raison de cet ouvrage.

Des années plus tard, quels sentiments habitent les personnes que vous avez interviewées ? Haine ? Remords ? Reconnaissance ?

Il est difficile de répondre de façon très précise à ces questions. La plupart des sentiments restent enfouis au fond de l'âme. Ce serait à chaque protagoniste de parler en son nom.

Ceci dit, je peux exprimer ce que j'ai perçu à la suite de ces interviews. De la haine ? Non je n'ai pas perçu de haine. De la rancœur, sûrement chez ceux qui ont été molestés par leurs gardiens, mais ce sentiment s'est amenuisé avec le temps. En fait, ce que j'ai rencontré chez plusieurs anciens prisonniers, c'est la peur, une peur irraisonnée et on entre ici dans ce qu'on appelle les névroses traumatiques de guerre.

Quarante ans après, d'anciens prisonniers m'ont demandé de ne pas citer leur nom «j'ai peur qu'ils me retrouvent...»

Du remords ? J'ai observé chez un ancien para, qui avait dû assommer deux de ses geôliers pour s'évader, une émotion intense en décrivant cette scène.

Il n'a pu continuer son récit et a dû sortir de la pièce.

Son épouse m'a alors confié : «Il ne va pas encore dormir cette nuit...» Manifestement, cet homme est toujours obsédé par son acte. Peut-on pour autant parler de remords ?

S'il pouvait revenir à cette époque, je pense qu'il accomplirait les mêmes gestes pour s'évader.

En fait, là encore, on est en présence d'une manifestation de névrose traumatique de guerre. Il s'agit là de reviviscence diurne. Le sujet se retrouve plongé brutalement dans le même événement traumatisant avec angoisse intense.

De la reconnaissance ? Oui sans hésiter.

C'est le cas de prisonniers retenus dans une grotte. Lors de l'approche d'une unité française, un djoundi a emmené les prisonniers au fond d'une galerie et leur a dit de ne plus bouger, puis s'est éloigné. Peu de temps après, ils étaient libérés par les troupes françaises. Un des rescapés m'a confié lors de son interview :

«De toute évidence, cet homme avait l'ordre de nous exécuter, il nous a sauvé la vie.» Il avait effectivement surpris une conversation entre geôliers disant qu'ils devaient exécuter les prisonniers en cas d'intervention des troupes françaises.

Un des prisonniers en Tunisie, interviewé lors de sa libération par la presse à sa descente d'avion, a déclaré que des officiers de l'ALN leur rendaient parfois visite. «Ils

nous expliquaient leur guerre, mais sans pour autant vouloir nous endoctriner, parfois ce sont eux qui nous remontaient le moral en affirmant que tout cela finirait par s'arranger.»

Ce même prisonnier en parlant de ses geôliers affirmait : «Ils finirent même par devenir des camarades et je considère l'un d'eux Hocine comme l'un de mes meilleurs amis. S'il venait à la maison, je l'accueillerais à bras ouverts.»

Cette reconnaissance s'est surtout manifestée à l'égard des médecins de l'ALN. Tous les anciens prisonniers que j'ai interviewés sont unanimes : les médecins de l'ALN avec les moyens qui étaient à leur disposition les ont soignés comme leurs propres soldats.

Enfin, de façon plus impersonnelle : reconnaissance à l'égard de l'action conjuguée du Croissant-Rouge algérien et de la Croix-rouge internationale.

Quelle démarche avez-vous entreprise pour travailler ? Enquête ? Nombre de soldats interviewés ? Handicaps ?

Mes démarches ont été les suivantes : en premier lieu, l'interrogation directe des intéressés grâce à la liste diffusée par la FNACA.

Après contact téléphonique, j'ai pratiqué les interviews, soit en me rendant à leur domicile, soit par téléphone lorsqu'ils étaient trop éloignés.

J'ai pu ainsi interroger environ trente anciens prisonniers. Je me suis heurté à plusieurs difficultés.

D'abord, le refus de quelques-uns. «Vous n'êtes pas le premier à vouloir m'interroger, j'ai toujours refusé... rien que votre coup de fil va m'empêcher de dormir cette nuit, je vais avoir des cauchemars...», réactions éloquentes par elles-mêmes, car elles correspondent aux névroses traumatiques de guerre dont je vous ai parlées. Plus précisément, il s'agit dans ces cas-là de ce qu'on appelle une conduite d'évitement, le sujet refuse de revenir sur ce passé douloureux.

Toujours dans le même registre pathologique, certains prisonniers n'ont répondu à mes questions que par monosyllabes entrecoupées de «non, je ne me souviens pas... je ne me rappelle rien... il y a si longtemps...» «Il s'agit d'une autre variété de conduite d'évitement ici plus ou moins volontaire destinée à occulter le passé douloureux.

Autre difficulté, certains prisonniers ont été très coopérants, même très prolixes, mais ont plus ou moins fabulé.

Ainsi, un des anciens détenus au Maroc m'a dit que lors de leur libération, ses camarades et lui avaient été reçus par le roi du Maroc dans son palais.

«Il m'a parlé personnellement en me demandant comment je voyais mon avenir, etc.»

En fait, en corroborant ses déclarations avec celles de ses camarades et après vérification à l'aide de la presse de l'époque, son groupe avait été libéré à Oujda même, lieu de leur détention et reçu dans les locaux du Croissant-Rouge algérien en présence non pas du roi du Maroc, mais de l'une de ses filles. Pour éviter de telles erreurs, j'ai, à chaque fois, comparé les déclarations des prisonniers avec celles de leurs camarades et avec les comptes-rendus de presse de l'époque. Ceux-ci m'ont été très précieux lorsque je n'ai pu contacter les anciens prisonniers du fait, soit d'un changement d'adresse, soit de leur décès.

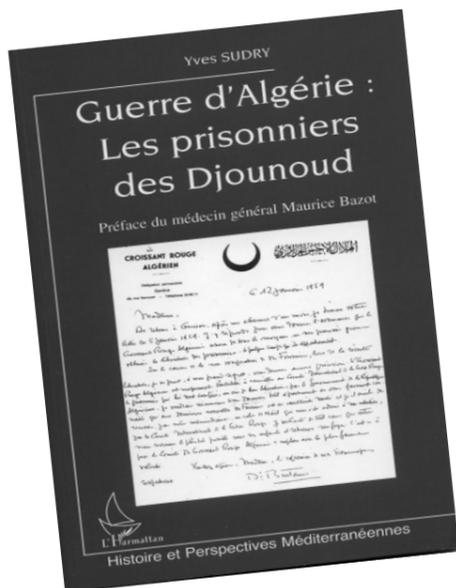
Dans ces cas, je me suis donc basé sur les interviews effectuées par les journalistes de l'époque en comparant les articles des différents organes de presse.

Enfin, pour les prisonniers de Grande Kabylie, j'ai trouvé de très précieux renseignements dans les écrits de deux civils détenus en même temps que les militaires. Il s'agit de l'instituteur René Rouby qui a publié un livre intitulé «Otages d'Amirouche» et du directeur d'école Maxime Picard. Il a laissé une narration de sa captivité parue dans *Histoire Magazine* en 1973. (A suivre)

Propos recueillis par M. B.

GUERRE D'ALGÉRIE

Les prisonniers des Djounoud (II)



Les prisonniers détenus sur le sol algérien ont vécu les conditions les plus dures. Incarcérés dans des cabanes camouflées au sein des forêts ou dans des grottes obscures, ils étaient contraints de suivre les djounoud au cours des ratissages, des marches épuisantes pour éviter l'encerclement, avec le risque d'être tués par les roquettes de l'aviation ou les balles françaises. Le Plan Challe, appliqué successivement d'Ouest en Est, de février 1959 à avril 1961, a rendu ces conditions particulièrement difficiles. En effet, le général Challe créa des commandos de chasse qui sillonnaient, nuit et jour, le terrain et harcelaient ainsi en permanence les troupes de l'ALN.

En raison de cette hygiène sommaire, ils sont envahis de puces et de poux et sont contraints à se livrer à de longues séances d'épouillage mutuel. Les hommes parlent entre eux de leur vie dans le civil, de leur village, de leur quartier, de la fiancée laissée au pays, de leurs projets lorsqu'ils seront libérés. Mais pendant de longues heures, chacun reste perdu dans ses pensées. Parfois, les gardiens leur commentent les nouvelles entendues à la radio et discutent avec eux. Les sorties sont autorisées trois fois par jour pour satisfaire ses besoins naturels sous la surveillance de quatre sentinelles armées de mitraillettes. Les prisonniers sortent également pour les corvées : matin et soir, il faut aller puiser l'eau avec deux seaux dans l'oued qui coule deux cents mètres en contrebas. Les gardiens accompagnent les prisonniers et distribuent des coups de crosse lorsque du précieux liquide est renversé. En fin d'après-midi, c'est la corvée de bois mort. Le dos est souvent meurtri sous les lourdes charges. Le plus dur, c'est lors des grandes opérations de ratissage de l'armée française. Les prisonniers sont obligés de suivre les djounoud qui essaient d'éviter l'encerclement et trouvent refuge dans un autre secteur. Ils doivent alors effectuer de longues marches dans le djebel par temps de pluie, froid ou grosse chaleur. Lors de ces déplacements, la nourriture est souvent rare. Il faut parfois se contenter de glands, de pissenlit, de champignons, d'ail sauvage ou de caroube. Ceux qui ne peuvent pas suivre sont parfois exécutés : B... égorgé en présence de Deveza, L... égorgé, R... égorgé. Le lieutenant Olivier Dubos fait également partie des victimes. A deux reprises, Amirouche envoie des lettres à la famille de cet officier : « Il ne tient qu'à vous, dit une missive en date du 11 mars, de mettre fin à sa détention, car nous sommes prêts à le libérer en échange de nos prisonniers. Il vous appartient donc de faire le nécessaire, de donner à cette lettre toute la publicité qu'elle mérite... Pour le moment, votre fils est bien traité... Mais nous ne cachons pas que notre bonté a des limites et que sa vie et celle de ses camarades prisonniers répondent de celle de nos frères qui sont inhumainement traités par vos soldats et de notre sœur Djamilia Bouhired que votre gouvernement veut exécuter. Cette lettre est



Photo > DR

un cri d'alerte. A vous d'en tirer profit si vous ne voulez pas perdre vos fils.» Le 7 juillet, un groupe de djounoud vient chercher Dubos. Un officier s'adresse aux prisonniers : «Dites au revoir à votre lieutenant...» Cet au revoir est en fait un adieu, car ils ne le reverront jamais.

Amirouche adresse une deuxième lettre aux parents du malheureux officier : «Nous avons le regret de vous annoncer la mort de votre fils exécuté par nos troupes, en représailles à l'assassinat d'un de nos officiers par l'armée française. Du 4 février 1958, date de sa capture, votre fils a été humainement traité par nos troupes et l'autorisation de vous écrire lui a été accordée à maintes reprises. Nous espérons que ses lettres vous sont parvenues et qu'ainsi vous avez été à même de juger du traitement qui lui a été fait ainsi qu'à ses hommes.» Le 15 juillet, une patrouille découvre le corps du lieutenant Olivier Dubos non loin de Bougie. L'officier a bien été fusillé et porte, épinglé à sa vareuse, un morceau de papier avec la mention : «Condamné à mort par le FLN ». Par la suite, au cours des persquisitions dans la région, les forces de l'ordre retrouvent l'acte de condamnation à mort du lieutenant Dubos. Cet acte est rédigé et signé par Amirouche, chef de la Wilaya III.

Quelques mois plus tard, trois nouveaux prisonniers viennent se joindre au groupe. Ce sont des civils : Louis Angelis, charpentier à Alger, enlevé le 8 novembre 1958, Maurice Rannier, employé des pompes funèbres à Alger, enlevé le 3 novembre 1958, Maxime

Picard, directeur d'école à Djemaâ Saharidj, enlevé le 10 décembre 1958 au volant de sa voiture sur la route de Tizi Ouzou. Picard a laissé une relation de sa captivité parue dans *Historia magazine* en 1973. Peu de temps après son arrivée, les prisonniers reçoivent la visite d'Amirouche. Picard en donne la description suivante : «Le 29 décembre après-midi, le chef de camp nous ordonne de plier nos couvertures et de rectifier notre tenue. Quelques minutes après, Amirouche entrait dans notre baraque. Nous nous levâmes. Amirouche salua militairement. C'était un homme assez grand, sec, dont les traits marqués reflétaient la force de caractère. Il portait l'uniforme : pantalon et blouson de drap, bonnet de laine kaki. Une carabine américaine était attachée par la bretelle à son épaule. Le colonel serra la main des djounoud présents, échangea familièrement quelques mots avec eux, puis il demanda au sergent-chef de lui présenter les derniers arrivants. Tous les civils avancèrent au centre de la baraque et firent cercle autour de lui. En fort bon français, il demanda à chacun de nous des précisions sur son état civil, son domicile, les conditions de son arrestation. La façon dont il menait cet interrogatoire montrait qu'il était au courant de tout ce qui nous concernait. Je demandais si notre captivité devait se prolonger encore longtemps. «Nous prendrons des renseignements sur vous tous et s'ils sont bons nous aviserons.»

Notre camarade Raymond Koeppel demanda des précisions sur le sort des militaires.

«La Croix-Rouge internationale ne peut toujours pas pénétrer en Algérie. Ecrivez à vos familles et demandez-leur de faire des pétitions auprès de votre gouvernement...». Le soir, les lettres furent ramassées, le chef de camp les a portées au PC où elle furent contrôlées, ensuite acheminées par un service de liaison, jusqu'à une ville (différente à chaque expédition), où elles y furent postées. En janvier, quatre nouveaux arrivent : un militaire, Marcel Ledoux, du 1/408e RAA, enlevé le 2 janvier 1959 à Tikobaïne en sortant de l'hôpital, un civil, Camille Dubois, capturé le 7 janvier, René Rouby et Joël X..., deux jeunes instituteurs de dix-neuf ans, enlevés à Beni Yenni dans leur école le 25 janvier. Le 9 mars, c'est au tour d'un cultivateur, Edouard Aubon, d'être capturé dans les environs de Fort National. René Rouby, dans son ouvrage *Otage d'Amirouche*, décrit bien les rapports entre geôliers et prisonniers. Parfois, c'est la brutalité et la haine. Parfois, la compassion et même l'amitié. Rouby a eu son tortionnaire : Brahim. Il a eu aussi un ami : Mokrane. Pour la moindre peccadille, Brahim lui assène des coups de crosse ou le roue de coups. Lors du passage d'un avion de reconnaissance, les rebelles précipitent les prisonniers dans les buissons. Lorsque l'appareil passe au-dessus d'eux, Rouby lève la tête. «Un rayon de soleil fait miroiter mes verres, mais le pilote n'a rien remarqué. Il n'a pas vu l'éclat de lumière que j'ai involontairement provoqué et l'avion disparaît là-bas, au fond du ciel. Alors Brahim se précipite sur moi, me jette à terre, me roue de coups en criant :

- Sale race ! Tu voulais nous faire repérer, tu vas crever ! Et saisissant une hache, il la brandit, prêt à me tuer. L'autre garde arrête son geste menaçant :

- Laisse-le, l'avion est loin. Mon bourreau baisse le bras, me frappe encore à coups de pied, me roule dans les épines. Je me relève péniblement, mais la brute continue :

- Sale race les Français. Tu paieras, va.

Et il me crache au visage. Soudain, il arrache mes lunettes, les jettent dans la forêt en criant :

- Sale race, comme ça, tu ne pourras plus faire de signes !»

Mais Rouby a également un ami : Mokrane. «Il avait quarante ans environ, parlait assez bien le français. Il était courageux.





Il était humain. J'en témoigne aujourd'hui car je lui dois la vie. Au cours des nombreux et douloureuses marches forcées effectuées dans les forêts d'Akfadou ou de Yakouren, poursuivis par les forces françaises de jour ou de nuit et par tous les temps, lorsque Mokrane était près de moi, il m'aidait à me remettre sur la piste quand je trébuchais ou à me relever quand je glissais sur la terre humide.»

Le 12 mars 1959, des épreuves particulièrement dures attendent les prisonniers lors d'un ratissage. Picard en donne une description saisissante : «Un nouveau ratissage fut déclenché. Partis dès le matin, nous passâmes la journée en forêt. La pluie tomba tout le jour, traversant nos minces vêtements. Nous étions tapis sous les broussailles sans mot dire, attendant la fin de l'alerte. Tout à coup, nous entendîmes parler français. Nous sûmes plus tard que les militaires étaient passés à environ vingt mètres de nous, de l'autre côté de l'oued.

Le soir nous quittâmes notre cachette et reprîmes la piste. Nous pensions regagner nos baraques. Il n'en fut rien et nos gardiens, interrogés, nous dirent que nous allions marcher une partie de la nuit. Une heure après, nous passions silencieusement entre deux feux de camp allumés par les militaires français. L'orage éclata vers 22 heures. Ce fut terrible : jamais de notre captivité, nous ne connûmes une nuit identique à celle-là. Foudre, pluie, grêle, neige, vent furent nos compagnons de route. Les pistes se transformaient en torrents ; les oueds étaient en crue : nous y entrions jusqu'au ventre pour les traverser. Nous ne distinguions rien à cinquante centimètres devant nous, et pour ne pas nous perdre, nous étions obligés de tenir l'homme qui nous précédait. Je vis certains de nos gardiens, pourtant beaucoup plus endurcis que les prisonniers, tituber et s'étendre malgré le froid dans le fossé, vaincus par le sommeil et la fatigue. Je crus à un moment ne plus pouvoir avancer : mes chaussures glissaient sur un talus enneigé à pente raide, mes muscles ne répondaient plus. Le djoundi qui m'avait sous sa garde me prit la main et me remorqua pendant une cinquantaine de mètres, jusqu'au moment où je pus retrouver sans aide l'usage de mes jambes. Au petit matin, nous arrivâmes dans un refuge où nous pûmes nous réchauffer et faire sécher nos habits à la flamme d'un feu bienfaisant. Huit de nos compagnons manquaient. Nous devions, deux jours après, en retrouver quatre au camp. N'ayant pu marcher, ils s'étaient cruellement blessés à un pied. Les quatre autres, nous ne devions plus les revoir.

Les blessés furent soignés. Le médecin vint leur faire des injections de pénicilline et leur laissa du mercurochrome et des bandes de pansement. Infirmier bénévole, je nettoyai chaque soir les plaies de mes camarades. Mais le mal empira.

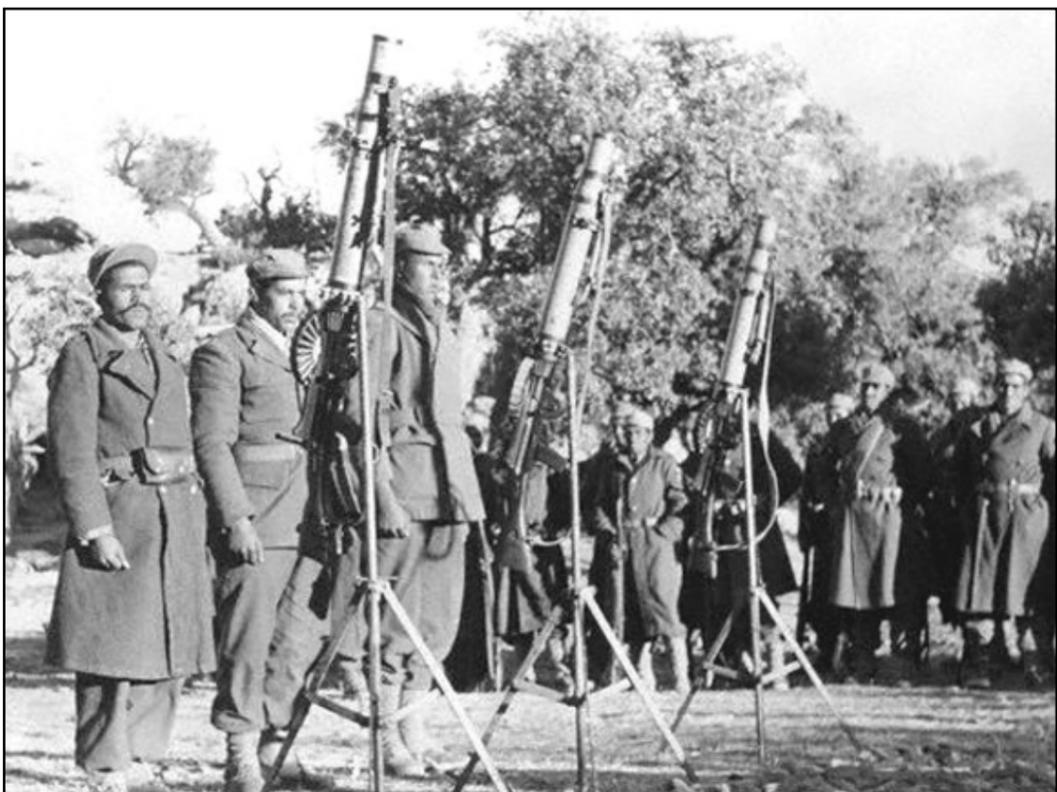
Les blessés furent conduits à dos de mulet jusqu'à l'infirmerie

établie à plusieurs heures de marche de là. Tous les soins qu'ils reçurent ne purent les empêcher de mourir de la gangrène. »

En mars, arrivée de trois prisonniers du 28^e BCA. Le 18 mars 1959, une unité de ce bataillon occupe un poste juché sur un piton dans la forêt d'Akfadou, près de la ville de Sidi-Aïch. Une mechta s'étend au pied du piton.

En permanence, six ou sept hommes occupent un poste d'observation dans la mosquée du village. Cette nuit-là, vers trois heures du matin, une forte troupe de fellaghas d'environ deux cent cinquante hommes investit le village. La sentinelle de faction à la porte de la mosquée est tuée. Après jets de grenade et tirs d'armes automatiques, les fellaghas se rendent rapidement maîtres de la place, grâce à la complicité d'un appelé algérien qui leur ouvre la porte. Trois chasseurs alpins sont faits prisonniers : Louis Costard, Gilbert Sauvage et Raoul Benko. Les autres sont tués, dont un sergent-chef qui est égorgé. Les prisonniers sont emmenés dans le djebel. Costard est légèrement blessé. Il a deux éclats de grenade dans le dos. Après quelques jours de marche, ils rejoignent les autres prisonniers. Les djounoud leur enlèvent leurs treillis et les échangent contre de vieilles tenues usées. De même, ils leur donnent des sandales usagées et récupèrent leurs rangers. Argent et montres leur ont été confisqués. Peu de temps après leur arrivée, ils auront l'occasion de voir Amirouche passer ses troupes en revue : deux cent seize hommes au garde-à-vous, disposés en douze files de dix-huit. Le chef de la Wilaya III harangue ses hommes et termine en distribuant quelques coups de bâton aux prisonniers. Ce sera la dernière revue d'Amirouche. La semaine suivante, il sera tué au djebel Tsameur, dans la région de Djelfa, au cours d'un violent accrochage avec les paras du 6^e RPIMA (28 mars 1959). Les témoignages de Costard recourent ceux de ses camarades : ce sont des déplacements continus pour ne pas être repérés par les Français. La faim, le froid, les poux... il trouve très pénible d'être enchaîné pratiquement sans interruption. Il est attaché à son camarade Gilbert Sauvage.

« Cette chaîne faisait qu'on n'était pas toujours copains tous les deux, car Gilbert était beaucoup plus costaud que moi et imposait sans même le vouloir son rythme quand nous nous déplaçons. » Ce n'est pas le médecin du secteur qui s'occupe de ses blessures, mais Marcel Ledoux qui lui retire ses deux éclats de grenade. Selon Picard, durant cette période d'avril à mai, le médecin vient pourtant assez régulièrement. Il le décrit ainsi : « C'était un homme d'environ 45 ans, grand et fort, portant lui aussi l'uniforme kaki et le bonnet de laine. Une de ses manches était ornée d'un brassard blanc décoré d'un Croissant-Rouge... Il avait fait ses études en métropole. Héros de la résistance française, il s'était battu dans le Vercors. Il connaissait bien le Dauphiné et la Savoie. A chacune de ses visites, il examinait les prisonniers qui le



désiraient, apportait de la poudre DDT, s'employait à améliorer l'ordinaire. Un jour, il envoya un infirmier faire aux gardiens et aux

prisonniers des injections de vitamine B12. » Ce médecin était représentant dans la Wilaya III du Croissant-Rouge algérien. René Rouby parle de lui en ces termes : « Quand il pénétra dans la cabane, c'est un instant d'humanité qui entra avec lui... Il soignait ses frères algériens et sa seule arme était sa trousse médicale qu'il ouvrait devant tout homme qui souffrait, Français ou fellagha... ». Le dernier capturé du groupe est un soldat du contingent, François Hernandez, du 3/65^e RA, pied-noir enlevé le 6 avril à Tizi-Gheniff, lors d'une permission. Il ne restera prisonnier qu'un mois et demi. En effet, début mai, un commandant de l'ALN, Si Abderrahmane Mira, vient annoncer aux prisonniers que dans une semaine, ils seront libérés. Effectivement, le samedi 16 mai 1959 vers 14 heures, le médecin arrive accompagné d'un lieutenant, secrétaire de la Wilaya, et débarrasse les prisonniers de leurs chaînes. On leur distribue des vêtements neufs, maillot de corps, caleçon, chemise et tricot kaki, veste et pantalon gris, chaussettes, pataugas et béret avec l'insigne du FLN. Un jeune fellagha leur coupe les cheveux et leur rase la barbe, puis prisonniers et gardiens prennent un repas en commun. Rouby raconte : « Prisonniers et gardiens, réunis en cercle autour de trois grosses marmites, assis côte à côte, piochaient avec leurs cuillères au même plat de semoule et de légumes. En d'autres temps, cette réunion d'hommes si différents au milieu des bois aurait pu être un très fort symbole de fraternité... A la fin du repas, un lieutenant de la Wilaya III arrive... A chaque prisonnier, il dit quelques mots, puis s'adressant à tous : « J'espère messieurs, que vous ne nous tiendrez pas rigueur du séjour forcé que vous avez passé parmi nous. Je compte sur vous pour que le peuple français sache que nous ne sommes pas des bandits, mais des guerriers loyaux et courageux ! » Un peu plus tard dans l'après-midi, une marmite de café

est apportée... Puis, à l'invitation du lieutenant, tout le monde, fellaghas et prisonniers mêlés en un seul groupe, se range sur plusieurs rangs pour prendre des photos... Mon gardien me place entre les mains son arme, et un nouveau déclin immortalise cet instant. Je pense qu'à ce moment-là, nous avons tous été victimes de ce qu'on appelle le syndrome de Stockholm, qui consiste à faire accepter son sort par la victime au point qu'elle prenne fait et cause pour ses bourreaux... Les fellaghas nous sont apparus comme des héros et des libérateurs... » Le secrétaire rend aux captifs argent et papiers qui leur avaient été confisqués. La plupart, comme Bonnet, ne récupèrent pas les affaires personnelles prises lors de leur capture : montre, bijoux, appareil photos, rasoir électrique... Quelques heures après, ils quittent le camp escortés par une section de djounoud. Ils marchent jusqu'au soir, puis passent la nuit et la journée du lendemain dans un refuge. Le dimanche soir, ils reprennent la marche et s'arrêtent dans un village. Ils repartent tôt le matin. Au bout de quelques heures de marche, arrêt dans une clairière. Les prisonniers sont confiés à trois gardes, les autres djounoud vont regagner le maquis. Rouby raconte : « Des sourires illuminent les visages. Quelques mots sont prononcés : - Salam ! Salam ! au revoir. Bonne chance.

Mokrane, mon gardien, vient vers moi :

- Au revoir, René ! Tu vas partir chez toi... Moi, je ne peux pas encore... Mais quand la guerre sera finie, tu viendras à la maison et on mangera un bon couscous... J'ai un garçon de ton âge. Tu le connaîtras ! Tu viendras, hein ?

- Oui, Mokrane, je viendrai... - Adieu et bonne chance !

- Adieu Mokrane et bonne chance à toi aussi !

Et Mokrane, soudain, m'embrasse. Je suis ému, je sens monter des larmes. Il me regarde en souriant, me lâche, se recule, se retourne et s'en va rejoindre les autres rebelles... Le regard de Mokrane est resté gravé dans ma mémoire. Cet homme, cet

ennemi, ce fellagha au parcours obscur et modeste qui obéissait à des chefs m'avait protégé et aidé quand il en avait l'occasion. Dans cet enfer où j'avais vécu plusieurs mois, il avait témoigné d'un peu d'humanité et de fraternité à mon égard... Cet homme méritait mon estime... Il l'a eue. Et son souvenir m'accompagne depuis quarante années.»

Dans l'après-midi, les libérés sont relâchés au bord de la route nationale à proximité d'un poste militaire du génie, non loin de Yakouren. Le groupe se dirige vers le poste en brandissant des tricot blancs. Ils sont aperçus par un sous-lieutenant qui envoie des jeeps à leur rencontre. Ils sont conduits au mess des officiers où ils dévalisent le réfrigérateur, puis deux hélicoptères les dirigent vers l'hôpital de Tizi Ouzou. Là, ils sont duchés, épouillés et désinfectés.

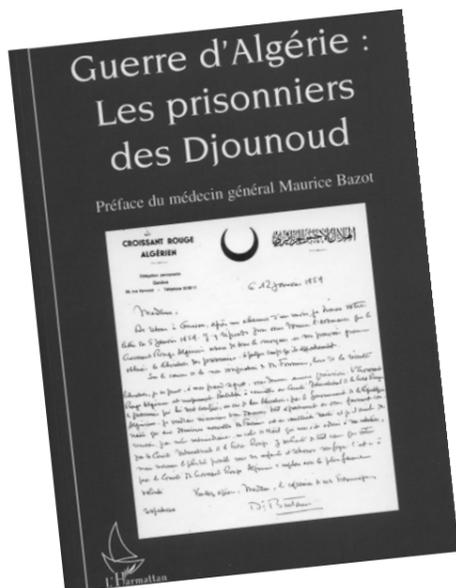
Le 19 mai 1959, le FLN diffuse le communiqué suivant : « Les forces de l'Armée de libération nationale de la Wilaya III viennent de libérer un groupe de prisonniers civils et militaires qui se trouvait entre leurs mains depuis plusieurs mois. La libération de ces prisonniers a eu lieu sur l'ordre du Gouvernement provisoire de la République algérienne. Elle a un sens humanitaire et politique que nous tenons à souligner. Il est important d'ajouter que des démarches ont été faites auprès du Gouvernement provisoire de la République algérienne par des organisations internationales telles que le Comité international de la Croix-Rouge et également par plusieurs gouvernements au sujet des prisonniers faits par l'ALN et notamment ceux de la Wilaya III... »

Dans l'ensemble, l'état de santé des libérés n'est pas brillant. Ils sont tous plus ou moins amaigris, présentent des troubles digestifs, des légions cutanées provoquées par les parasites. Bonnet a une plaie dans le dos, Gilbert Sauvage présente une périphlébite. Beaucoup garderont des séquelles psychiques. Costard, pendant des années, fera chaque nuit de terribles cauchemars.

(A suivre)
Extraits choisis par M. B.

GUERRE D'ALGÉRIE

Les prisonniers des Djounoud (III)



Les prisonniers détenus sur le sol algérien ont vécu les conditions les plus dures. Incarcérés dans des cabanes camouflées au sein des forêts ou dans des grottes obscures, ils étaient contraints de suivre les djounoud au cours des ratissages, des marches épuisantes pour éviter l'encerclement, avec le risque d'être tués par les roquettes de l'aviation ou les balles françaises. Le Plan Challe, appliqué successivement d'Ouest en Est, de février 1959 à avril 1961, a rendu ces conditions particulièrement difficiles. En effet, le général Challe créa des commandos de chasse qui sillonnaient, nuit et jour, le terrain et harcelaient ainsi en permanence les troupes de l'ALN.

La première classe André Gelos, du 1/23° R. A., est un grand gaillard solidement charpenté, le cheveu blond, la moustache épaisse. Toute la journée, il a patrouillé avec sa section, dans la région sud du djebel Dira. C'est le soir. A l'ouest, le violet des montagnes se détache sur un fond rouge et or. Il pense à la Pils, fraîche et mousseuse, qu'il va déguster avec ses camarades à son arrivée au poste d'Oued Djenane, où cantonne son unité. Brutalement, le cours de ses pensées est interrompu par des rafales d'armes automatiques. Une katiba tient les crêtes et dirige un feu d'enfer sur les soldats qui s'éparpillent en tout sens, se plaquant au sol dans les fossés et les buissons. Dès le début de l'engagement, cinq hommes sont tués et cinq blessés. Gelos dévale la pente d'un oued. Autour de lui, ce sont les longs sifflements ou les claquements brefs des balles, la terre qui gicle sous les impacts, les clameurs et les invectives des assaillants, les plaintes des blessés. Deux de ses camarades qui le suivent roulent dans la poussière. Gelos s'embusque derrière une touffe de lauriers roses et décharge par courtes rafales sa MAT 49 sur les assaillants. Un djoundi situé à trente mètres l'ajuste et tire. La balle déchire la joue du jeune soldat qui tombe sur le sol en lâchant sa mitraillette. Quelques secondes plus tard, deux rebelles se jettent sur lui et l'entraînent rapidement... Les mains liées derrière le dos, le visage en sang, Gelos retrouve au bout de plusieurs kilomètres quatre de ses camarades prisonniers comme lui : Valéry Guillemot et trois soldats musulmans appelés. Tard dans la nuit, ils arrivent dans une mechta. Les djounoud les poussent dans un gourbi, les font mettre à genoux et leur administrent une pluie de coups de poing et de coups de pied. Réaction irraisonnée, sans doute pour venger un camarade tué. Des officiers viennent s'interposer. Les jours suivants, Gelos et Guillemot ne sont plus molestés, mais leurs frères d'armes musulmans subissent un traitement humiliant. Dans les villages de montagne qu'ils traversent, les hors-la-loi les font bâtonner, dévêtir et enchaîner par de vieilles femmes armées de branches et de cannes. Quelques jours plus tard, l'un d'eux réussit à s'évader, les deux autres sont égorgés. Gelos et Guillemot poursuivent leur marche qui les conduit de la Wilaya VI à la Wilaya IV, à travers les djebels. Ils partagent la même nourriture que les moudjahidine. Leurs gar-



diens leur permettent d'écouter la radio, leur font lire les journaux : L'Express, Le Journal d'Alger, Le Monde, et discutent avec eux de l'actualité. Au cours de sa captivité, Gelos a l'occasion de rencontrer un soldat musulman que les fellaghas viennent de capturer. L'homme est dans un état lamentable. Sous les coups, sa tête a doublé de volume. Ils tient à peine debout. Les djounoud le menacent : « Tu es un sale traître et tu mérites le châtement qui te privera du paradis d'Allah... » Gelos ignore ce qu'il est devenu... Quelques semaines plus tard, c'est au tour d'un pied-noir de tomber entre les mains des djounoud. Il s'agit d'un certain M. Paul, gardien de prison à Berrouaghia. Le chef le rassure : « Tu seras bientôt libéré parce que tu n'as rien fait de mal... » Trois jours plus tard, il disparaît. Gelos ne peut donner de précisions sur son sort.

Le 21 mai, la katiba occupe un secteur dominé par les pentes rocailleuses du djebel Mongorno. Des éléments du 19° bataillon de tirailleurs algériens quadrillent le terrain. Les djounoud tentent en vain de sortir du bouclage. A l'aube du 21 mai, Gelos et Guillemot sont tapis dans un fond d'oued avec six gardiens. Des coups de feu claquent à peu de distance. Les Français se rapprochent... Un, deux, trois, puis quatre gardiens décrochent. Il ne reste plus que deux djounoud pour garder Gelos et Guillemot. Un fol espoir envahit les deux camarades...

Soudain, le djoundi accroup près de Gelos se lève, épau-

le et presse la détente de son fusil. Le tirailleur qui marchait en tête s'écroule. Le djoundi tourne alors son arme vers son prisonnier et tire. Atteint à la poitrine, Gelos se jette sur le tireur, mais celui-ci se dégage et tire encore deux fois. Blessé au bras et au genou gauche, le jeune homme a la force de taire sa souffrance et fait la mort. Avant de plaquer le visage au sol, et tandis que le djoundi s'enfuit, il aperçoit à trois mètres de lui le dernier fellagha abattre froidement Guillemot d'un coup de pistolet dans la tête. Gelos attend un moment avant d'appeler à l'aide. Un sergent s'approche. Le blessé murmure faiblement : « Prisonnier français... » Une demi-heure plus tard, un hélicoptère l'évacue sur l'hôpital militaire de Médéa. Au cours de cet accrochage, soixante dix-sept rebelles ont été tués et une vingtaine capturés.

Capturé et détention de Marcel Cinquini

20 décembre 1958 – et Jean Gaffory – 27 avril 1959

Le deuxième classe Marcel Cinquini est un appelé du 15° BTA, âgé de vingt et un an. Il est né en Corse, sa famille habite Ajaccio. Sa compagnie est basée dans un poste situé près d'une mine de plomb désaffectée dans le djebel Gustar, à quelques kilomètres de Saint Arnaud. Le samedi 20 décembre 1958, Cinquini demande une permission de la journée pour se rendre à Sétif voir des amis. Il est accompagné d'un camarade musulman. Coïchi. En fin d'après-midi, les deux hommes regagnent en taxi leur unité, quand un homme posté sur le bord de la

route leur fait signe de stopper. Bien imprudemment, le chauffeur arabe s'arrête. L'individu s'approche du véhicule. Brusquement, il sort une arme cachée sous ses vêtements et les met en joue. Les trois hommes sont contraints de descendre de la voiture. Aussitôt, ils sont entourés d'un groupe de djounoud. Ceux-ci, la plupart très jeunes, leur donnent des coups de crosse et les entraînent avec eux en direction du sud. Cinquini ignore le sort du chauffeur. Commence alors une marche éprouvante de quatre jours dans le djebel. La nuit, les fellaghas les font monter sur des mulets, les mains liées derrière le dos. Le 24 au soir, la troupe ascensionne le Kef Sefiane, situé à environ 30 kilomètres à l'ouest de Mac Mahon, et s'arrête sur un espace en terrasse à flanc de montagne. Cinquini ne distingue rien d'autre qu'un tas de rocs au milieu de buissons. A sa grande surprise, les djounoud déplacent quelques pierres et mettent à jour une trappe. Celle-ci soulevée laisse apparaître une excavation de deux mètres de diamètre environ. Les prisonniers sont descendus à l'aide de cordes dans cette bouche d'ombre. Les premiers mètres sont abrupts, puis une pente raide conduit à une vaste salle aux parois en partie bétonnées. Dans un angle : un lit. Dans le mur du fond s'ouvrent plusieurs galeries. A la lueur de lampes à pétrole, deux djounoud poussent les prisonniers dans l'une d'elles. Le boyau, d'abord horizontal, descend ensuite en pente plus ou moins raide. Cette descente paraît interminable à Cinquini. Il évalue la distance depuis l'entrée à quatre-vingt mètres. Ils arrivent ainsi dans un couloir de trois mètres de large environ et d'une hauteur équivalente. Ce sera là le lieu de leur détention. Les djounoud les laissent seuls dans l'obscurité. Cette grotte présente un dédale de boyaux débouchant sur plusieurs salles. On y accède par deux issues parfaitement camouflées, celle empruntée par Cinquini dissimulée, comme on l'a vu, par des pierres, l'autre, cent mètres plus loin, masquée par d'épais buissons. Les montagnes de l'Aurès étaient truffées de ces grottes naturelles.

Elles servaient à l'Aln d'entrepôts d'armes et de ravitaillement, d'hôpitaux clandestins ou de prisons. Elles étaient rarement défendues de l'extérieur par des éléments armés, leur meilleure protection reposait sur leur camouflage. Elles n'étaient découvertes en général que sur renseignements.





Voici Cinquini et Coïchi dans leur prison. Ils disposent pour se coucher d'un mince tapis en alpha. Les gardiens leur donnent un petit brasero confectionné à l'aide d'une boîte de biscuits, dont les braises leur dispensent un peu de chaleur. Ils leur laissent également une bougie. Mais celle-ci consumée, il faudra attendre longtemps avant d'en recevoir une autre. De même, la provision de charbon de bois est rarement renouvelée. Ils n'ont pas d'eau pour se laver. Rapidement, ils sont envahis de poux, vivent au milieu des rats et des souris. Ils perdent la notion du temps. Ils ne peuvent même pas se repérer grâce aux repas, ceux-ci étant servis à intervalles irréguliers, souvent très longs. Les geôliers, au nombre de quatre, ne leur rendent visite que pour ces distributions de nourriture, et ne leur parlent guère.

Parfois, ils ont le sadisme de se livrer à des simulacres d'exécution en leur passant la lame d'un poignard sur la gorge. Un seul d'entre eux fait preuve d'humanité. Il a été prisonnier des Français et bien traité. A plusieurs reprises, cet homme leur donne une cigarette avec un mot d'encouragement. Au bout d'un mois, deux djounoud viennent chercher Coïchi. Cinquini n'aura plus jamais de nouvelles de son ami. Il se retrouve seul. Plus personne à qui parler, avec qui partager son angoisse. Pendant quelques semaines, il bénéficie cependant de la compagnie d'une quinzaine de djounoud, incarcérés pour avoir exprimé des idées politiques jugées déviationnistes.

Quelques-uns ont été visiblement torturés. L'un d'eux est presque paralysé à la suite des tortures subies. Puis un jour, ils disparaissent. Trois mois après le départ de Coïchi, un nouveau prisonnier vient partager le sort de Cinquini. C'est Jean Gaffory,

un solide gaillard de vingt-cinq ans, d'origine corse. Engagé

volontaire, il débarque en Algérie le 1er avril 1957. Affecté au 49^e bataillon d'infanterie à Oum Dissa, au sud de Bordj-Bou-Arredj, il est nommé sergent le 1er juin. Très vite il se distingue par sa bravoure. En effet, quinze jours plus tard, à la tête de son groupe, il se lance à l'assaut d'un piton du djebel Fifen dans les Aurès, fortement défendu par les rebelles. Blessé par balle à la cuisse gauche, il continue à combattre avant de se laisser évacuer. Ce comportement lui vaut d'être cité à l'ordre de la division et de recevoir la croix de la valeur militaire. Dès qu'il est guéri de sa blessure, il retourne au combat. Il distingue à nouveau le 7 janvier 1958 au djebel Onk, dans le sud-est Constantinois, où il participe à l'arrestation de deux officiers et de dix soldats de l'ALN. Gaffory est ensuite nommé sous-officier adjoint au commandant d'une harka de son régiment. Le 27 avril, ce commandant part se mettre en embuscade pour accrocher un groupe de fellas signalés dans le secteur. C'est en voulant rejoindre son chef que Gaffory se fait capturer. En traversant une mechta, accompagné d'un harki, il était occupé à interroger les villageois lorsqu'un groupe important de djounoud attaque par surprise les deux hommes. Aussitôt immobilisés, ils n'ont même pas le temps de faire usage de leurs armes. Les fellas les attachent et les font avancer avec brutalité. Gaffory reçoit un coup de crosse qui lui ouvre le front, un autre lui écrase le pouce gauche. Ils marchent surtout la nuit. Le jour, ils restent dissimulés sous les couverts, pour ne pas être repérés par l'aviation. Au bout de trois jours, le groupe fait halte dans une clairière. Les fellaghas passent une corde au cou du harki et, malgré les protestations véhémentes de Gaffory, pendent le malheureux à un chêne-liège. Le lendemain, à l'aube, ils arrivent à l'entrée de la grotte. Gaffory fait à son tour connaissance avec les profondes galeries souterraines.



Photo > DR

Au bout d'une interminable descente, il distingue, à la faible lueur d'une bougie, un homme hirsute, et décharné : c'est Cinquini.

Trois mois plus tard, ils sont rejoints par un civil d'une cinquantaine d'années, Laurent Ferrero, d'origine italienne, agent du service d'hydraulique à Bordj Bou-Arredj. Le 23 juin, après sa tournée, il regagne tranquillement son domicile dans une 2 CV. Au bout de quelques kilomètres, il est mitraillé par un groupe de djounoud embusqués sur le bord de la route. Ferrero n'est pas atteint, mais son véhicule, gravement endommagé, verse dans le fossé. Huit jours plus tard, il rejoint les autres prisonniers. Les témoignages de Gaffory confirment et complètent ceux de Cinquini : l'obscurité, la perte de la notion du temps, le froid, la faim, la saleté, les poux, les rats... L'absence de nouvelles fait cruellement défaut, une seule fois, un des gardiens leur remet un exemplaire du journal Le Monde. Ils lisent et relisent les articles jusqu'à les connaître par cœur. Les bougies leur sont distribuées avec parcimonie, aussi

restent-ils très souvent dans le noir. Pour vaincre l'obscurité, ils récupèrent l'huile qui flotte sur leur soupe. Ils confectionnent des lampes en la versant dans une conserve à demi remplie d'eau. Pour la mèche, ils utilisent des bouts de tissu arrachés à leurs couvertures. Leur ration d'eau est juste suffisante pour éteindre leur soif. C'est alors que Gaffory a l'idée de récupérer dans une boîte de conserve l'eau qui suinte goutte à goutte du plafond, bien faible appoint pour pouvoir se passer un peu d'eau sur le visage et les mains. Pour leurs besoins naturels, ils utilisent une faille dans la roche située un peu plus en contrebas. Dans des conditions d'hygiène aussi précaires, les pathologies sont inévitables : dermatites provoquées par les parasites, troubles digestifs type diarrhées, affections des voies respiratoires. Un jour, Gaffory présente une forte fièvre avec toux et expectoration muco-purulente.

Les gardiens font venir un

médecin de l'ALN. Il examine soigneusement le malade et lui promet de lui faire parvenir des médicaments. Avant de la quitter, il discute avec lui, lui apprend qu'il a effectué ses études à Paris mais les a interrompues pour rejoindre le maquis où l'armée de libération nationale a grand besoin de médecins. En apprenant que Gaffory est Corse, il lui dit qu'il a bien connu, à Paris, un de ses compatriotes, Dominique Colona, qui était gardien de but de l'équipe de football de Reims. Fugitif, mais précieux moment de chaleur humaine.

Dans des conditions aussi dures, il fallait des caractères bien trempés pour lutter contre la dépression ou l'angoisse liées à l'incertitude du sort. Ferrero, qui parle couramment arabe, surprend une conversation de leurs geôliers. En cas d'attaque des Français, ils ont ordre d'exécuter les prisonniers. Lorsque l'espoir semble vouloir l'abandonner, Gaffory puise de nouvelles forces dans la prière : « Seigneur, pour mes parents, sauvez-moi. » Le 9 novembre 1959, des éléments 7^e RTA et du génie quadrillent la région entre Batna et Barika dans le djebel Sefiane. Tapis près de l'entrée de la grotte, le guetteur observe à la jumelle un important dispositif qui converge vers le refuge... Un djoundi s'approche des prisonniers, c'est celui qui, de temps en temps, leur donnait une cigarette. Il a une mitraillette à la main : « vite, levez-vous et avancez ! » Le groupe s'enfonce dans la profondeur des galeries. Au bout d'une trentaine de mètres, il leur donne l'ordre de s'arrêter : « Asseyez-vous là et ne bougez plus ! » Puis le djoundi s'éloigne. Lors de son interview, Cinquini me confiera : « De toute évidence, cet homme avait l'ordre de nous exécuter, il nous a sauvé la vie... » Les prisonniers restent immobiles dans le noir. Ils comprennent que quelque chose d'insolite se passe. Le sergent-chef du Génie, Quilichini, gravit avec sa section les pentes du Kef Sefiane. Il arrive sur une terrasse et remarque un amas de pierres entassées contre la paroi. Son instinct, aiguë par une longue

habitude des caches, le pousse à s'arrêter. Il donne l'ordre de faire ébouler l'édifice... peu à peu, apparaît l'entrée d'une grotte. Il appelle son adjoint, le sergent Poggi, et ils rentrent tous les deux l'arme au poing en s'éclairant d'une lampe torche. Le terrain est très pentu. Soudain, dans le halo de lumière, ils découvrent sur le sol le béret poussiéreux d'un soldat. « Il y a peut-être des gens à nous dans le coin », dit Quilichini.

Les prisonniers attendent toujours dans l'obscurité. Soudain, ils aperçoivent la lumière d'une lampe et entendent des ordres donnés en français. Gaffory crie : « Prisonniers français ! » Une voix répond : « Je suis le sergent-chef Quilichini, ne bougez pas. » A son nom et à son accent, Gaffory reconnaît un compatriote. Il lui parle en corse. Le sergent-chef leur dit alors d'avancer en ajoutant : « Des Corses, il y en a partout, même sous terre ! » Peu après, les prisonniers, aveuglés par la lumière du jour, se retrouvent à l'air libre. Gaffory a l'impression d'une deuxième naissance. Il remplit ses poumons de l'air vil du djebel, mêlé au parfum des résineux. Quant aux gardiens, ils se sont évanouis dans la nature. Un hélicoptère conduit les libérés à l'hôpital Laveran de Batna. Le plus éprouvé des trois est Cinquini. Avec ses onze mois de détention, il a perdu trente-cinq kilos. Il mettra du temps à s'en remettre.

Après s'être refait une santé en métropole, Jean Gaffory retourne servir en Algérie jusqu'à la fin de la guerre. Après l'indépendance, il rejoint la France avec son régiment. Sa première affectation l'envoie au camp d'Ardoise où il s'occupe avec dévouement des anciens harkis et de leurs familles qui ont réussi à se faire rapatrier en France... A l'issue d'une brillante carrière, il se retire dans son village natal de Guagno en Corse. C'est là que le 8 mai 2003, au cours d'une cérémonie émouvante, l'adjudant-chef honoraire Gaffory reçoit la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

(A suivre)

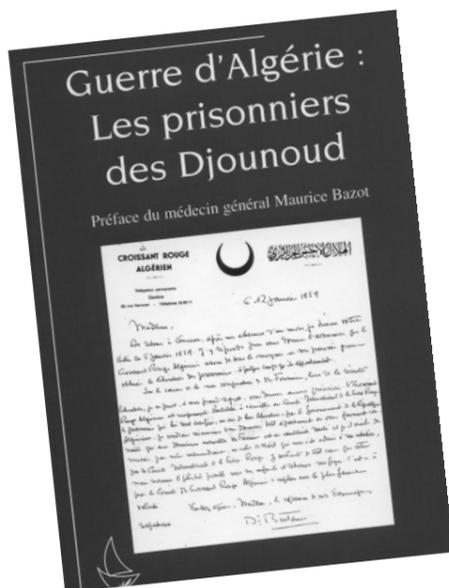
Extraits choisis par M. B.



Photo > DR

GUERRE D'ALGÉRIE :

les prisonniers des djounoud (IV)



Les prisonniers détenus sur le sol algérien ont vécu les conditions les plus dures. Incarcérés dans des cabanes camouflées au sein des forêts ou dans des grottes obscures, ils étaient contraints de suivre les djounoud au cours des ratissages, des marches épuisantes pour éviter l'encerclement, avec le risque d'être tués par les roquettes de l'aviation ou les balles françaises. Le Plan Challe, appliqué successivement d'ouest en est, de février 1959 à avril 1961, a rendu ces conditions particulièrement difficiles. En effet, le général Challe créa des commandos de chasse qui sillonnaient, nuit et jour, le terrain et harcelaient, ainsi, en permanence les troupes de l'ALN.

Des Françaises détenues dans les maquis....

Yvonne Genestoux est une infirmière militaire de 42 ans, du grade d'adjudant. Arrivée depuis peu de France, elle est affectée à l'hôpital militaire de Constantine. Ce 2 décembre 1959, elle visite, en compagnie d'un médecin militaire le commandant Barthélémy, les ruines romaines de Djemila : un amoncellement d'où émergent les élégantes colonnes corinthiennes du temple de Septime Sévère, l'arc de Triomphe de Caracalla, la fontaine des grands thermes (vestiges témoignant avec de nombreux autres sites, des six cents ans d'occupation romaine en Afrique du Nord). Le soleil de cette fin d'après-midi blondit les pierres lorsqu'ils s'arrachent à cette contemplation pour regagner Constantine. Ils empruntent la route sinueuse et étroite qui rejoint la nationale, 25 kilomètres plus loin. C'est au milieu de ce tronçon que, brutalement, leur véhicule est pris sous le feu d'armes automatiques. Le commandant, tué sur le coup, s'écroule sur le volant. La voiture finit sa course dans le fossé. Aussitôt, cinq hommes de l'ALN en uniforme entourent le véhicule et intimement à la jeune femme l'ordre de descendre. Ils la font monter sur un mulet et l'emmènent avec eux. Peu de temps après, le groupe s'arrête près d'un gourbi. Les ravisseurs la font entrer. Elle reste là, seule, pendant une heure dehors. Elle entend des coups de mortier et des ordres donnés en français, puis plus rien. Les djounoud reviennent la chercher. La progression reprend. Un des hommes la rassure : « Votre capture est une erreur, on attendait la voiture d'un colon qui devait passer à cette heure-là... Aucun mal ne vous sera fait... L'ALN ne fait jamais de mal aux femmes. » Au bout de quatre jours, arrivée dans un camp de l'ALN, composé de deux baraques de rondins au toit dissimulé sous des branchages. Ce camp abrite une ferka, c'est-à-dire une section de trente hommes environ. Yvonne remarque que les officiers ne portent aucun galon et se font appeler « frères » par leurs hommes, ce qui ne les empêche pas de faire régner une discipline stricte. Le salut militaire est exigé, c'est le même que celui en usage dans l'armée française. Treize jours après son arrivée, un responsable de l'ALN remet à Yvonne une feuille de papier et un crayon et lui demande d'inscrire son nom, son âge, sa profession



Photo > DR

ainsi que l'emplacement des postes militaires qu'elle a pu voir. Tous les mois environ, elle change de camp. Elle mène ainsi la vie des djounoud, partage la même nourriture, qui souvent se borne à un morceau de galette accompagné d'un peu de café. Il lui est arrivé de recevoir les confidences de ses gardiens, surtout les plus âgés : « Nous n'avons pas assez à manger... Il manque toujours quelque chose. Quand il y a du café, il n'y a pas de sucre, et quand il y a du sucre, le café manque... »

Un autre lui confie : « Que la guerre finisse vite ! Moi, je partirai en France... » Parole étonnante de la part d'un homme combattant contre la France pour l'indépendance de son pays. Pourquoi ne pas plutôt aspirer à construire l'Algérie, après l'avoir libérée de l'emprise colonialiste ? Pourquoi, au contraire, en pleine guerre, projeter d'aller travailler après la victoire chez l'ancien ennemi colonisateur ? Ce type de projet se concrétisera dans les faits. Dès 1963 et 1964, un total de cent mille Algériens émigrent vers la France (d'après Charles Robert Ageron, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris XII Val-de-Marne). A côté des djounoud, des supplétifs, souvent très jeunes, servent de guetteurs, de guides, d'agents de liaison ou de ravitailleurs, ce sont les moussebilines. Des femmes en uniforme s'occupent de la cuisine, du ramassage du bois ou du transport de l'eau. Jamais elles n'adressent la parole aux hommes les premières, et elles ne se promènent jamais seules. A aucun moment, Yvonne n'est sollicitée pour donner des soins

aux malades ou blessés. Les djounoud ne manquent pas de lui faire remarquer que leur service de santé est bien organisé et qu'ils n'ont pas besoin d'elle. En effet, des infirmières et des médecins de l'ALN sont intervenus à plusieurs reprises.

Chaque soir, un commissaire politique s'adresse aux djounoud réunis par petits groupes de cinq ou six hommes. Yvonne a droit de participer à ces conférences. Journaux de gauche en main, le commissaire leur fait la lecture et commente les articles. Parfois, il se livre à des thèmes de propagande complètement irréalistes : « La Corse est à nous. Nous la reprendrons, on nous l'a volée ! » S'adressant un jour à Yvonne, le commissaire lui lance : « Nous sommes forts. Vous ne reverrez plus Paris, car nous la raserons. Nous avons des avions pour ça. Nous ne nous en servons pas maintenant pour ne pas attirer d'ennuis au président Bourguiba... » Début mai, un jeune homme, Roger Tobias, vient partager sa captivité. Mince, très brun, d'origine sicilienne, il travaille dans une entreprise de construction métallique près de Bougie. Le 8 mai, des rebelles stoppent sa camionnette alors qu'il se rend à Philippeville. Après l'avoir fait descendre, ils incendient le véhicule et emmènent le jeune homme avec eux. Après une marche épuisante, pieds nus dans la montagne, il arrive au camp de l'ALN où Yvonne est incarcérée. Sa captivité sera de courte durée. Le 5 juin, à la suite de démarches faites par le comité international de la Croix-Rouge, les deux prisonniers apprennent qu'ils vont être libérés. Ils sont dirigés sur un camp fellagha ou, en pré-

sence d'un officier de l'ALN, le commandant Si Messaoud, ils rencontrent une troisième prisonnière, Marie-José Serio. Celle-ci a été capturée un mois auparavant au cours d'une embuscade à sept kilomètres de Constantine. Elle circulait en voiture en compagnie de sa sœur Hélène et de deux jeunes gens, Paul Spinnato et Antoine Pina. Seule Marie-José s'en est sortie vivante. Faite prisonnière, elle a beaucoup marché dans le djebel, parfois à cheval ou à dos de mulet. A aucun moment elle n'a été molestée par ses ravisseurs. Régulièrement, elle était tenue au courant de l'actualité par la radio des djounoud. Un moment, ceux-ci ont essayé de l'endoctriner, ils lui ont proposé de combattre à leurs côtés et lui ont même appris à lancer des grenades : « Il y a des femmes dans l'ALN qui combattent avec nous. »

Si Messaoud réunit les trois prisonniers et leur fait un petit speech en terminant : « Vous direz à vos parents comment l'ALN vous a traités... » Puis il les confie à deux guides. Le groupe s'enfonce dans le djebel. Leur progression est retardée par une pluie diluvienne. Un oued en crue les oblige à faire un long détour. En longeant cette rivière, Marie-José glisse et tombe à l'eau. Un des djounoud la sauve de la noyade. Enfin, le groupe réussit à franchir l'oued. Les guides les laissent alors sur une petite route qui mène au poste militaire de Sidi Merouane, à quarante kilomètres au sud-ouest de Constantine...





Michel Didier est un jeune appelé, incorporé le 1^{er} juillet 1960 à la septième brigade de chasseurs alpins. Il a alors vingt ans. En novembre, c'est le départ pour l'Algérie. Il est affecté au 39^e RI, huitième compagnie, au poste d'El Kalaa en Grande Kabylie. Là, il remplit les fonctions d'instituteur auprès des petits musulmans du village. Il est animé et apprécié de ses jeunes élèves qui lui font oublier les rigueurs de la guerre. Le 21 février 1961, peu après 21 heures, une katiba d'une centaine d'hommes investit le poste grâce à la complicité d'un sous-officier musulman adjoint au chef de poste qui leur ouvre secrètement la porte. Dès leur entrée dans la place, les assaillants ouvrent le feu, tuant et blessant un grand nombre de soldats. Didier est désarmé et capturé avec trois de ses camarades : Louis Millet, instituteur comme lui à l'école du village, René Fortin et Guy Lecoq. Les djounoud traînent les prisonniers hors du camp. Là, ils les dépouillent de leurs objets personnels, de leurs uniformes et de leurs rangers. Ils leur lient les mains et les attachent deux par deux : Didier avec Fortin, Lecoq avec Millet. Comme alors une terrible marche à travers le djebel. Pieds nus, stressés par l'attaque qu'ils viennent de subir, ignorant le sort qui leur est réservé, ils progressent difficilement dans l'obscurité. Coups de poing et coups de crosse pleuvent lorsqu'ils n'avancent pas assez vite. Millet, le moins robuste a de la peine à suivre. Le médecin aspirant de son unité l'a exempté de marches. Bien involontairement, il perturbe la progression de Lecoq.

Vers minuit, ce dernier interpelle les fellaghas : «Par pitié, ralentissez... Mon copain ne peut pas suivre.» Pour toute réponse, il reçoit un coup de crosse. «Avance ! » Lecoq explose : «Bande de salauds...» Il poursuit par une pluie d'invectives... Fortin le supplie de se taire... Trop tard ! Les djounoud se ruent sur Lecoq et Millet, les assomment à coups de crosse et de poing. Les deux infortunés tombent à terre, les fellaghas s'acharnent sur eux à coups de pied, puis les achèvent en les égorgeant, sous les yeux horrifiés de leurs deux camarades. Après cette scène atroce, la progression reprend. A l'aube, leurs ravisseurs poussent les deux prisonniers dans une grotte dissimulée par la végétation. Ils se laissent tomber sur le sol. Ecrasés de fatigue, ils demeurent allongés jusqu'au soir sans boire ni manger.

A Montmiral, petit bourg de la Drôme, monsieur Fernand Didier, le père de Michel, reçoit un télégramme : Disparition du soldat Didier Michel du 2/39^e RI, enlevé par les rebelles le 21 février 61 à Klaa, Grande Kabylie. chefs et camarades partagent l'épreuve de la famille. Lettre du chef de corps suit...

Pendant quatorze mois, Didier et Fortin vont suivre les djounoud



Photo > DR

dans leurs déplacements, tirés par une corde, les mains liées en permanence, même pour manger et satisfaire leurs besoins naturels. Ils dorment peu, reçoivent un seul repas par jour à base de couscous, exceptionnellement de galettes de blé et d'orge. L'eau est distribuée avec parcimonie dans une boîte de conserve. Il leur arrive d'étancher leur soif en traversant ruisseaux et rivières. Ils doivent de plus subir

mitrillages et bombardements de l'aviation. Les ratissages de l'armée font naître en eux l'espoir d'une délivrance, souvent plus fort que la peur d'être tué. Après ces attaques, les geôliers redoublent de brutalité, leur assénant coups de crosse et de bâton, gifles et coups de pied. Plusieurs fois, les djounoud organisent des simulacres d'exécution en leur ordonnant de creuser leur tombe.

Après le 19 mars 1962, date du cessez-le-feu, le traitement des prisonniers s'adoucit. Les gardiens leur font écouter les nouvelles sur leur transistor et leur annoncent leur libération prochaine. Le 20 avril, un représentant de l'ALN, escorté de deux djounoud, vient les chercher à bord d'une vieille Aronde. Ils les convoient dans un village où les attendent un hélico et son pilote

escorté de trois hommes, dont un sous-officier. Français et Algériens se réunissent dans un gourbi autour d'un couscous. Le sous-officier s'étonne :

«On vient chercher quatre prisonniers. Nous n'en avons que deux», répond laconiquement le représentant de l'ALN, sans donner plus de précisions...

L'hélico décolle dans un nuage de poussière et s'éloigne de son vol oblique. Avec une joie profonde, Michel voit défiler sous ses yeux les pitons boisés, théâtre de tant d'angoisses et de souffrances. Après 48 heures passées à l'hôpital de Tizi Ouzou, les libérés sont conduits à l'aéroport. Là, un avion spécial les emmène vers Paris. Le cauchemar est terminé. Cependant, les deux hommes sont en piteux état. Tous deux sont dénutris et asthéniques. René Fortin ne pèse plus que 40 kg au lieu de 78. Didier souffre de diarrhée, lombalgies, troubles trophiques des membres inférieurs, troubles de la vision. Il ne se remettra jamais complètement.

(Suite et fin)
Extraits choisis par M. B.

Yves Sudry (ex-militaire français en Algérie) :

«L'ALN a respecté la dignité des prisonniers français... » (2)

Au cours de leur détention, les soldats français ont-ils découvert un autre visage de la guerre ? Lequel ?

Malgré quelques points communs : les crapahuts, les marches de nuit, l'anxiété de se faire accrocher à tout moment, les détenus sur le sol algérien ont été confrontés à l'âpreté de la guerre dans les maquis, visage de la guerre sans commune mesure avec ce qu'ils avaient subi eux-mêmes jusqu'alors. Ils ont pu voir ces djounoud toujours sur le qui-vive avec un ravitaillement en munitions, vivres et médicaments souvent aléatoires, face à une armée nettement supérieure en nombre et en matériel, soumis aux bombardements et aux mitrillages de l'aviation, avec des moyens chirurgicaux archaïques et aucun moyen d'évacuation pour les grands blessés...

Obligés de progresser pour éviter l'encerclement lors des ratissages, parfois dans des conditions météorologiques désastreuses sans dormir et ne disposant souvent pour toute nourriture que de plantes sauvages...

Ont-ils été respectés dans leur dignité ?

A ma connaissance, oui.

J'excepterai toutefois le traitement humiliant infligé à des harkis. Dans des villages de montagne traversés, les djounoud les ont fait dévêtir et bâtonner par des vieilles femmes armées de cannes...

(Interview du prisonnier Gelot après sa libération, par Jean Taoussou de *l'Echo d'Alger*).

Quelles réactions ont été enregistrées après la publication du livre ?

Le livre dans l'ensemble a été bien accueilli. Dans les différentes critiques qui ont été faites, de vive voix, par lettres personnelles ou par des articles dans la presse, un consensus s'est manifesté autour des points suivantes : l'émotion suscitée, l'impartialité, la nécessité de la réconciliation. En voici quelques exemples :

Je viens d'achever la lecture de votre livre. Je ne vous cache pas que j'en pense beaucoup de bien. C'est vrai que je suis un lecteur affranchi connaissant bien les lieux cités, les unités concernés, les méthodes de combat et l'ambiance générale.

Les nombreux récits qui composent la première partie peuvent paraître analytiques engendrant parfois des répétitions, mais ils relatent bien la réalité et ils suscitent peut-être plus d'émotion que n'aurait pu le faire une seule synthèse. Je souhaite une très heureuse diffusion de votre livre qui mérite un beau parcours, d'autant plus que vous avez su manier avec tact et respect les deux communautés opposées et psychologiquement très sensibles.

Colonel Norbert Vernerey – Lettre personnelle.

Il s'agit là d'un recueil authentique de témoignages émouvants qui éveillent chez le lecteur une douloureuse compassion pour tous ces jeunes hommes blessés jusqu'au plus profond de leur âme.

Votre livre est honnête et impartial, c'est l'œuvre d'un honnête homme dont la droiture ne peut être mise en doute.

Il n'y a plus ni vainqueur ni vaincu, seulement des hommes qui ont envie de vivre ensemble, attachés à un passé commun qui a eu ses heures de gloire comme ses déchirures.

Colonel Henri Boinet – Lettre personnelle.

Cher camarade bravo ! Encore une fois tu as écrit un livre très intéres-

sant, au ton juste et si vivant. Plus que celui de quiconque, le point de vue d'un médecin qui fut au cœur des combats est primordial pour éclairer la réalité de cette guerre dont on a caché le nom mais qui est encore bien présente dans la mémoire de ceux qui y ont participé.

Même juste, cette guerre nous interpelle, ne serait-ce qu'en vue d'une réconciliation souhaitable et pour que les jeunes générations que cela intéresse comprennent le passé qui marque l'avenir.

Général Henri Radet

Yves Sudry, médecin ayant servi en Algérie expose les faits avec objectivité et retenue. Son récit est poignant et on sort de sa lecture quelque peu bouleversé malgré les lueurs d'espoir de réconciliation qu'il aperçoit.

(Y. N. dans *l'Algérie* – n° 110 – Juin 2005 – page 103.)

La critique la plus mitigée est celle du général Maurice Faive dans un article paru dans *Mondes et cultures* – compte rendu annuel des travaux de l'académie des sciences d'outre-mer tome LXVI – 2006 – page 128. Il commence son article en critiquant la liste de prisonniers que j'ai utilisée, point de départ de mon enquête.

«N'ayant pas eu accès aux archives du service historique de l'armée de terre, il a complété sa recherche par la consultation d'ouvrages dont l'objectivité n'est pas la qualité première. Ainsi, les listes de prisonniers attribuées à la FNACA ont-elles en fait été établies par Oswald Calegari de l'UNC. La trentaine de témoignages recueillis ne fournit donc pas une histoire exhaustive des prisonniers du FLN, mais elle relate de façon réaliste les conditions de capture et de leur détention.

Suit un résumé de l'ouvrage. Puis le général conclut : «le docteur Sudry exprime l'espoir que la déclaration d'Alger de mars 2003 permettra de réconcilier Français et Algériens... Il faut lire son livre. Mais dans une note et hors-texte, il m'accroche à nouveau, cette fois sur les conventions de Genève.

Contrairement à ce qu'affirme l'auteur, le FLN a ratifié les conventions de Genève non pas en 1956 mais en avril 1960 et ne les a pas appliquées. Or, je n'ai rien écrit de tel. J'ai dit que le FLN avait créé le Croissant-Rouge en 1955 de façon officielle et en toute illégalité, puisqu'en vertu du principe d'unicité il ne pouvait y avoir deux sociétés nationales dans le même pays, à savoir Croix-Rouge française et Croissant-Rouge algérien. J'ai ajouté que cette création (légal ou non) impliquait le respect des conventions de Genève, ce qui paraît évident.

Un argument indiscutable en faveur de cette adhésion et que je développe dans mon livre, c'est que le programme d'enseignement des infirmiers de l'ALN incluait les règles des quatre conventions de Genève. Les manuels donnaient les recommandations suivantes : «Les règles des 4 conventions de Genève du 12 avril 1949 seront respectées avec la même discipline et la même conviction... » On ne peut être plus clair. Effectivement, l'ALN a appliqué ces conventions en particulier vis-à-vis des détenus au Maroc et en Tunisie. Qu'il y ait eu des manquements, cela n'en est pas moins certain. Je dois reconnaître qu'il y en eut malheureusement des deux côtés. Comme l'a écrit l'historien latin Tacite «Le temps des armes n'est pas celui des lois».

Propos recueillis par M. B.